

Les OGM - Pourquoi la France n'en cultive plus



[Presses de l'École des Mines](#)

par Jeanne **Grosclaude** (ancienne présidente de l'académie d'agriculture de France)

Notre confrère Bernard Le Buanec publie aux Presses des Mines, dans la collection « Libres opinions », un essai de 60 pages (préfacé par notre consœur Agnès Ricroch), où il retrace les aléas de la culture des plantes génétiquement modifiées en France, culture aujourd'hui interdite par la loi du 3 juin 2014. Il y rappelle les périodes d'alternance entre autorisations et moratoires, de la fin des années 80 à 2014, et analyse les jeux d'acteurs qui ont contribué à façonner une vision négative des organismes génétiquement modifiés : « OGM » auprès de l'opinion publique, des responsables économiques et des politiques.

Comme il l'affiche clairement l'auteur fut un acteur engagé, scientifique, professionnel de l'amélioration des plantes, et fortement attaché à la coopération entre la recherche industrielle et la recherche publique. Un acteur qui a le sentiment d'avoir perdu un combat et tente, rétrospectivement, de comprendre comment une innovation porteuse, largement soutenue par les pouvoirs publics dans la décennie 1980-1990, a été neutralisée en France au XXIème siècle par les responsables politiques eux-mêmes. En cela cet ouvrage est riche d'avertissements et d'enseignements pour tous ceux qui ont le souci du progrès des connaissances et de leurs applications dans le monde du vivant, notamment dans la sphère de la production agricole et alimentaire, et souhaitent le faire partager malgré les vents contraires alimentés par une nouvelle sensibilité à la nature de la société, les idéologies technophobes qui envahissent l'espace médiatique et la prudence de

politiques tiraillés entre des avis scientifiques discordants et leur base électorale, assimilée à de simples consommateurs.

L'ouvrage commence par une analyse chronologique, en douze pages précises et factuelles, des étapes-clefs qui balisent de 1978 à 2014 l'évolution des positions en France vis-à-vis des plantes génétiquement modifiées par transgénèse.

De 1978 à 1996, les biotechnologies sont accueillies très positivement et bénéficient de soutiens financiers à l'adresse de la recherche publique comme de la recherche industrielle, avec une attente particulière d'innovations dans le secteur des semences.

A partir de 1996, sous l'influence de Greenpeace qui a choisi ce nouveau cheval de bataille pour prendre le relais de sa lutte contre l'industrie nucléaire, débutent les campagnes anti-OGM, les PGM (plante génétiquement modifiée) étant désormais présentées comme un danger potentiel puisque relevant de lourdes réglementations.

Néanmoins, à partir de 1997, ces précautions permettent la mise en culture d'une première variété de maïs transgénique produite par Novartis. Dès lors, de 1997 à 2007, des autorisations de mise en culture en France sont délivrées à d'autres variétés.

2007 marque le tournant de l'irruption du politique dans la question des PGM : sous l'effet d'échéances électorales, d'évolutions européennes et du Grenelle de l'environnement, ces cultures sont contestées, aboutissant à la loi du 3 Juin 2014 énonçant laconiquement : « La mise en culture des variétés de maïs génétiquement modifié est interdite ».

La deuxième partie de l'ouvrage, en 35 pages, dresse une carte des responsabilités entre tous les acteurs de cette obstruction. Elle fourmille d'informations et de citations caractéristiques (parfois directement recueillies par l'auteur), et démontre l'intrication des jeux des acteurs, tenus les uns aux autres par le terreau préparé sur deux arguments : suspicion de toxicité pour les consommateurs et « danger » de pollution génétique des espèces sauvages, assésés sans expliquer le niveau de probabilité des risques évoqués.

Sous l'influence de médias friands des positions des activistes de certaines ONG, présentés comme de purs chevaliers blancs et lanceurs d'alerte, les consommateurs doutent, et doutent des experts. Par crainte d'un refus des consommateurs, les industriels de la transformation et de la distribution se dédouanent en refusant tout ingrédient OGM. Du coup les organismes collecteurs refusent de commercialiser les récoltes des agriculteurs qui s'engageraient sur la voie des OGM. Et donc les agriculteurs ne se hasardent pas à essayer de cultiver les PGM, craignant également la brutalité destructrice de certains activistes. Quant aux politiques ils se calent sur les attentes supposées de leurs électeurs-consommateurs.

L'ouvrage pointe avec justesse l'absence d'un discours scientifique objectif qui aurait dû être porté par les organismes publics de recherche. Mais les dirigeants de ces organismes (directement ciblés par l'auteur) ont choisi de conformer les programmes de recherche aux restrictions posées par les politiques : analyser les risques, surtout pas les bénéfices (qui peuvent ne pas être directement perceptibles au niveau du consommateur, mais néanmoins être réels pour le producteur), de ces technologies, et ne pas contribuer à la production de PGM, quitte à sacrifier des réalisations en cours.

Ce silence des scientifiques a autorisé la confusion entre une méthode de modification des génomes (en l'occurrence la transgénèse), et l'objectif recherché : faire une plante résistante à un pathogène, ou à un herbicide, ou produisant une molécule intéressante. Or c'est bien sur l'objectif qu'auraient dû porter les

analyses « sociétales » et politiques, les questionnements environnementaux et qui auraient fait prévaloir l'étude au cas par cas sur une globalisation abusive (à laquelle le titre de l'ouvrage n'échappe pas). Les nouvelles biotechnologies en émergence risquent de payer le prix de cette confusion, car dans l'esprit du grand public et de nombreux responsables profanes c'est de modifier un génome par des procédés moléculaires qui est dommageable, quelle que soit la méthode, et pas le résultat escompté.

Cet ouvrage, qui reste malgré tout distancé par rapport à l'amertume qu'aurait pu porter légitimement l'auteur devant ce gâchis français, arrive à point nommé au moment où les mêmes acteurs se préparent aux mêmes affrontements technophobes. Mais du passé trop proche retient-on les leçons ?